

Dr. Falk Bomsdorf

Directeur du bureau Moscou de la Fondation Friedrich Naumann (1993-2009)

Conférence à la Fondation Konrad Adenauer – Bureau de Paris

OÙ VA LA RUSSIE ?

Mesdames, Messieurs,

Je ne suis pas russophile. Voilà peut-être une entrée en matière quelque peu surprenante en ouverture des quelques remarques que je souhaite vous faire partager ce soir, mais elle me semble nécessaire. En effet, vous n'allez pas tarder à le constater : le tableau que je dresse de la Russie, ici ce soir comme en Allemagne, est plutôt sombre. Certaines personnes qui ont une autre image du pays me considèrent donc comme un ennemi de la Russie. Ce n'est pas le cas – bien au contraire. La Russie est un pays formidable, dans lequel vivent beaucoup de personnes formidables. J'ai rencontré de nombreux amis parmi ces Russes. J'ai vécu 17 ans en Russie, et si vous me permettez une remarque personnelle, je dirais que c'étaient les années les plus fructueuses de mon existence. C'est vrai, j'exprime des critiques. Mais ces critiques, je les adresse au système qui s'est installé en Russie, au Kremlin, au pouvoir, puisque c'est ainsi que l'on appelle le gouvernement à Moscou. Mais critiquer Poutine, ce n'est pas la même chose que de critiquer la Russie ou les Russes. Etant donné le discours ambiant dans nos deux pays, je tiens à le souligner expressément : nous ne devons pas commettre l'erreur qui consiste à confondre le système Poutine et la Russie.

Nous sommes actuellement témoins d'un changement d'époque dont nous ne devons pas sous-estimer la portée. Les dirigeants russes se sont affranchis des principes qui définissent la sécurité en Europe depuis l'adoption de l'Acte final d'Helsinki par la CSCE en 1975. La Russie met au défi l'existence même de l'Europe. Pour le Kremlin, la force, qui était déjà devenue de plus en plus clairement un instrument de politique intérieure depuis l'entrée en fonction du Président Poutine, est désormais aussi considérée comme un instrument de politique étrangère.

Tout le monde en Russie connaît les "questions maudites", formulées au XIX^{ème} siècle à Saint-Pétersbourg et Moscou : "A qui la faute ? " et "Que faire ? ". Aujourd'hui s'y ajoute, en Russie comme en Europe, une troisième question : Où va la Russie ? De la réponse que nous apporterons à

cette question dépend en grande partie le sort de l'Europe.

Je vais tenter d'apporter ma propre réponse à cette troisième question russe, en formulant **cinq thèses** que je me propose de vous exposer brièvement.

Ma **première thèse** se résume ainsi : *plus ça change, plus c'est la même chose*¹.

Quand on se penche sur l'avenir de la Russie, il est intéressant de commencer par interroger les Russes eux-mêmes.

Une des voix que je souhaite évoquer pour vous ce soir vient du peuple. Il s'agit même précisément de la vox populi. Quand vous interrogez "l'homme de la rue", il vous explique : *"Quoi qu'on essaie de produire chez nous en Russie, un robot ménager ou une faux, au final, ça donne toujours une kalachnikov."*

C'est à peu près le sens de l'expression qu'employait Viktor Tchernomyrdine dans les années 90 : "A chaque fois que nous voulions créer un nouveau parti, au bout du compte, nous nous retrouvions toujours avec le PCUS." C'est à dire le Parti communiste de l'Union soviétique.

L'ancien Premier ministre avait également une autre formule, avec laquelle il est entré dans la mémoire collective de la classe politique russe. Parlant de la politique menée par son gouvernement, Tchernomyrdine disait : *"Nous voulions faire mieux. Mais il en est sorti la même chose que d'habitude."* Ce qu'il voulait dire se résume ainsi : Nous avons les meilleures intentions, mais elles n'ont conduit à rien.

Le sens commun à toutes ces formules, c'est, si je ne m'abuse, ce que l'on exprime en français par l'intitulé de ma première thèse : "Plus ça change, plus c'est la même chose."

Les voix de la Russie que je viens d'évoquer se caractérisent par deux éléments : le discernement et la résignation. Discernement d'abord : la Russie a besoin de réformes tant économiques que politiques ; elle a besoin de produits nouveaux, utiles, civils, et de civilité en générale. Bref, la Russie a besoin de nouveauté. Résignation ensuite : les Russes peuvent faire autant d'efforts qu'ils

¹ En français dans le texte, ndt

veulent, cela ne mène à rien. Au bout du compte, ils aboutissent toujours à la même chose.

Et force est de constater que beaucoup de choses ont changé au cours de deux dernières décennies. La Russie s'est essayée à la démocratie, elle s'est ouverte sur le monde, et en particulier sur l'Europe. Et pourtant, rien n'a changé. Après son bref interlude démocratique, la Russie est revenue au type de régime qui la caractérise depuis qu'elle a commencé à exister en tant qu'Etat à la fin du Moyen-âge, et que l'on appelle à Moscou le "système russe" : un pouvoir étatique qui ne rend de compte à personne et qui décide seul, c'est à dire un régime autocratique, paternaliste, caractérisé par les liens étroits entre l'église et l'Etat, la primauté des intérêts de l'Etat sur les intérêts des citoyens, le centralisme, la force comme moyen essentiel d'exercice du pouvoir, une économie dirigée, des ambitions de grande puissance, et l'isolement vis-à-vis du monde extérieur.

Comment en est-on arrivé là ? Quelles sont les raisons qui ont conduit la Russie à arrêter l'expérience démocratique et à retomber dans l'autocratie ?

C'est l'objet de ma **deuxième thèse** : *le pragmatisme économique jusque là si déterminant à Moscou a cédé le pas à une autre logique : celle du maintien au pouvoir.*

Comme tous les autocrates, la garde prétorienne du Kremlin veut régner à tout jamais. Dans un premier temps, rien ne semblait devoir s'y opposer. Le président Poutine était apprécié, sa cote de popularité était élevée. Le contrat social informel passé entre la Russie et le système Poutine garantissait la paix civile : "nous vous offrons une vie meilleure", disait le Kremlin aux Russes, "et vous, vous ne vous mêlez pas de politique".

L'année 2012 a tout bouleversé. Moscou et d'autres grandes villes du pays ont été le théâtre de manifestations de masse, contre le régime en place, et plus directement contre la personne du président. Au même moment, la popularité de Vladimir Poutine reculait constamment. Le Kremlin, déjà sensibilisé par les révolutions de couleur en Géorgie et en Ukraine, a pris peur.

A la suite de ces événements, tout semble indiquer que le Kremlin a totalement revu son analyse de la situation au cours de cette même année 2012. Alors qu'il avait jusque là plutôt soutenu les créatifs, le régime a commencé à voir dans l'individu et dans le libéralisme une grave menace pour son pouvoir. Les dirigeants russes considèrent aujourd'hui que les valeurs et les institutions

occidentales, le "soft power" occidental, minent les bases de l'Etat et de la société russes. Et dans la même veine, l'interdépendance économique entre la Russie et l'Union européenne est à présent également considérée comme néfaste, parce que – pense-t-on au Kremlin – l'Occident pourrait se servir de ce levier contre la Russie.

A partir de cette nouvelle analyse, le Kremlin a choisi de rompre avec sa politique antérieure. L'intégration dans l'Occident, qui était de toute façon déjà chancelante, a été définitivement abandonnée. C'en est ainsi fini du pragmatisme économique, qui avait donné le ton pendant un certain temps à Moscou. Le calcul coût-bénéfice fait par le Kremlin repose désormais sur une autre logique, celle du maintien au pouvoir, qui est devenu l'objectif suprême et exclusif.

Au plan intérieur, cela signifie que le pouvoir renforce désormais de façon massive l'emploi de la répression à l'égard des citoyens russes, sans le moindre égard pour les réactions négatives que cette politique suscite en Europe et aux Etats-Unis. Vis-à-vis de l'extérieur, Moscou a entrepris de démarquer la Russie par rapport à l'Occident : les autocrates du Kremlin choisissent de nouveau l'isolement. Ils le font dans un souci défensif : pour protéger le système contre les influences néfastes de l'Occident. Pour ce faire, on ranime systématiquement le mythe de l'ennemi occidental, un mythe latent toujours près à ressurgir en Russie. Et le Kremlin recherche délibérément le conflit avec l'Ouest, et en particulier avec les Etats-Unis, parce que ce conflit donne une légitimité au régime de Vladimir Poutine, et ce-faisant le renforce ; et surtout, parce qu'il permet de mobiliser la population – contre l'ennemi américain, et donc pour le pouvoir en place au Kremlin.

Cela me conduit à ma **troisième thèse** : *L'annexion de la Crimée et la guerre que mène actuellement la Russie en Ukraine sont aussi les conséquences de la primauté du maintien au pouvoir.*

Les dirigeants du kremlin étaient conscients que la répression intérieure et l'isolement vis-à-vis de l'extérieur ne suffiraient pas à redorer le blason du président Poutine. Il fallait pour cela – selon le calcul des stratèges – agir de façon beaucoup plus massive sur la conscience de la population russe. Le moyen d'y parvenir fut trouvé - une fois encore, dans la plus pure tradition russe : il suffisait de mener "une petite guerre victorieuse". C'est ainsi que fut décidée – visiblement dès 2012 – l'annexion de la Crimée, et qu'elle fut menée à bien en 2014, au moment où le Kremlin s'est senti menacé par la révolution de la Place Maïdan à Kiev. Au même moment, les dirigeants russes se

lançaient dans une guerre hybride contre l'Ukraine ; là encore, il s'agit pour eux d'assurer leur maintien au pouvoir, et d'empêcher l'émergence d'une Ukraine démocratique et prospère, qui offre des perspectives attrayantes à la jeune génération. Cette Ukraine, les Russes auraient alors pu la comparer à leur propre sort, moins enviable.

Le pari du Kremlin a parfaitement fonctionné : avec l'annexion de la Crimée, la cote de popularité du président a fait un bond en avant, et elle se situe depuis autour de quatre-vingts pour cent. La société russe est prise de vertige patriotique. Les Russes ont le sentiment que leur pays est de retour sur la scène mondiale, que la Russie est une puissance que le monde craint.

Ma **quatrième thèse** est la suivante : *le régime de Vladimir Poutine échoue sur toute la ligne ; il représente donc un danger, tant pour la Russie elle-même que pour l'ensemble de la communauté internationale.*

Lorsque Vladimir Poutine s'est vu offrir le pouvoir sur un plateau d'argent par son prédécesseur, il l'a accepté gracieusement. Toutefois, les nouveaux dirigeants n'ont visiblement pas considéré le pays comme leur mission, mais comme leur butin. En tout cas, depuis lors, Poutine et les membres du premier cercle ont accru de façon insensée leur fortune personnelle – selon des sources moscovites dignes de foi. Et surtout : En 15 ans de pouvoir, Poutine n'est pas parvenu à faire progresser le pays. La modernisation de l'économie, de l'Etat et de la société, dont la Russie a tellement besoin, n'a pas eu lieu. Le pays reste ce qu'il est depuis des décennies : un Etat pétrolier tributaire des cours mondiaux de l'énergie, dont l'industrie n'est guère compétitive – sauf l'industrie de l'armement – et dont les infrastructures accusent le poids des ans. Mais la vente de pétrole et de gaz procure à un petit groupe d'initiés des rentes considérables.

Dans le même temps, le Kremlin poursuit délibérément une politique qui réduit la vie sociale du pays à un niveau extrêmement bas, quasiment primitif. Cela permet au régime de passer sous silence les véritables problèmes qui agitent la société russe. On crée et on entretient une masse amorphe, que le Kremlin peut manipuler à l'envi. L'instrument de cette manipulation, c'est la télévision russe, outil essentiel du pouvoir du Kremlin.

Vladimir Poutine empêche l'émergence d'une société moderne en Russie, parce qu'une telle société constituerait un risque pour son pouvoir. Cette attitude du Kremlin conduit le pays à la stagnation

technologique et sociétale. Dans une telle posture, la Russie n'est pas en mesure de résoudre les graves problèmes auxquels elle est confrontée. Cette incapacité et ses conséquences constituent un grave danger pour le pays lui-même, mais aussi pour ses voisins proches ou plus lointains.

J'en viens donc à ma **cinquième thèse** : *Poutine est un destructeur ; il dissocie la Russie de la modernité.*

Avec sa guerre contre l'Ukraine, Vladimir Poutine a détruit les bases sur lesquelles reposaient jusqu'ici les relations avec l'Europe et l'Occident en général. Ce-faisant, il a privé la Russie du seul acteur international susceptible d'être un partenaire pour la modernisation du pays. Il a également détruit le capital social et culturel accumulé dans la société russe. Poutine la prive ainsi de son avenir, et la renvoie vers son passé, vers un monde gorgé de phobies, de peurs et de haine.

Le Kremlin a remilitarisé la Russie et la société russe. L'armement est le seul domaine dans lequel on pense pouvoir tenir tête à l'Occident. On cite à tout bout de champ l'antienne du Tsar Alexandre III : "La Russie a deux alliés : son armée et sa marine". Une fois de plus, comme à l'époque de l'Union soviétique, le Kremlin essaie de capitaliser sur sa puissance militaire, en menaçant l'Occident. Moscou affiche au grand jour sa puissance militaire, notamment son arsenal nucléaire, dans l'espoir d'agir sur la conscience politique des Européens. Les dirigeants russes sont persuadés que les occidentaux n'ont pas les nerfs assez solides pour oser un conflit avec la Russie ; il suffirait donc de leur inculquer une bonne dose de frayeur !

En menaçant l'Europe de son potentiel nucléaire, les autorités russes montrent qu'elles ne savent visiblement pas comment fonctionne la dissuasion nucléaire. En menaçant d'utiliser des armes nucléaires, Poutine et son entourage se montrent aussi irresponsables que dénués de scrupules. Un constat qui vaut aussi pour l'intention - que certaines voix prêtent au Kremlin - de recourir rapidement aux armes nucléaires en cas de conflit avec l'Occident.

Avec la guerre qu'il mène contre l'Ukraine, Vladimir Poutine a détruit la confiance que les Européens et les occidentaux en général avaient placée en lui et en la Russie. Le rapport très tactique qu'entretient visiblement le président russe avec la vérité est pour beaucoup dans cette perte de confiance.

Voilà donc mes **cinq thèses**.

Et maintenant, où va la Russie ? La réponse à cette question, c'est que la Russie se dirige tout droit vers une crise de système. Nous en vivons actuellement les prémices. Le pouvoir en place à Moscou s'est réfugié dans des fantasmes de grande puissance et expérimente un régime impérial, mais cela ne résout pas le moindre des problèmes du pays. En renonçant à la modernité, la Russie de demain ne pourra pas non plus exploiter son potentiel de développement économique. Le Kremlin cherchera son salut en renforçant le contrôle qu'il exerce sur la société russe et en poursuivant les démonstrations de force sur la scène internationale. L'Union européenne, tout comme les partenaires au sein de l'Union économique eurasiatique créée par Poutine, vont ainsi devoir pendant des années composer avec une Russie à l'économie stagnante et à la politique figée ; et dans laquelle seules croîtront les dépenses militaires et celles des services de sécurité. La disposition de l'actuel gouvernement russe à changer de cap risque de rester durablement faible.

Poutine va-t-il se lancer dans de nouvelles aventures militaires, pour concrétiser sa politique étrangère révisionniste et administrer à la population russe une dose supplémentaire de patriotisme ? Je crains que oui. Notamment et surtout en ce qui concerne l'Ukraine. En tout cas, il est clair que le Kremlin cherche actuellement à tester les limites de ses possibilités militaires et politiques. Jusqu'où peut aller Moscou ? Cela dépend de la netteté avec laquelle les Européens, nous, mais aussi l'OTAN, exprimeront leur volonté de résister – et de notre volonté de passer des paroles aux actes.

Il existe encore un autre danger : c'est la possibilité que les mouvances nationalistes, extrémistes et révisionnistes, tolérées voire soutenues par le Kremlin, ne s'agglomèrent et ne prennent leur indépendance. Pour dire les choses clairement : aujourd'hui, on ne peut plus exclure le risque d'un basculement du système politique russe vers une forme ouverte de fascisme. Les briques d'un tel édifice existent déjà en Russie, il n'y a plus qu'à les assembler.

Alors, me direz-vous, que peut-on trouver de positif dans la situation de la Russie ? C'est également la question que je me pose.

Le fin connaisseur de la Russie qu'était George Kennan aimait à le rappeler : tout au long de son histoire, la Russie a toujours été caractérisée par deux pôles : le pôle négatif, marqué par la puissance et le cynisme, la force et la brutalité ; et le pôle positif, fait de foi et d'espérance, de

libéralisme et d'humanité. Les bolchéviques ont tout fait pour détruire le pôle positif, et ils y sont presque parvenus. Mais les années 1980 et 1990 ont montré que ce pôle n'a pas totalement disparu, et qu'il peut se relever. Il y a "l'autre Russie", comme on l'appelle ; avec sa multitude de talents qui font la véritable richesse du pays ; avec sa foi inébranlable en l'individu et l'importance de l'expérience humaine. C'est sur cette Russie que nous *devons* miser. Et c'est sur cette Russie que nous *pouvons* nous appuyer.

Au moment où je vous parle, force est de constater que des événements négatifs peuvent aussi produire des effets positifs. Ce que je veux dire par là, c'est qu'à mon avis, l'intervention russe en Ukraine a permis à nos deux pays, la France et l'Allemagne, de se rapprocher dans leur relation privilégiée et dans leur responsabilité commune, par-delà les frontières partisanses. Je dois reconnaître que je m'en réjouis.